

QUELQUES IDEES SUR LE SYSTEME MONDE

Theotonio DOS SANTOS

Professeur de Sciences Economiques

Université Fédérale Fluminense

Rio de Janeiro

A - Comment voyons-nous le "système monde" ?

Un programme de lecture doit re-lire et articuler les courants théoriques suivants :

1) La philosophie de l'histoire qui a essayé de penser le monde comme unité historique des Ibn Khaldun, Jean Bodin, Kant (la nature comme histoire), Hegel, Marx, Teillard de Chardin.

2) Les synthèses de l'Histoire des Civilisations qui ont essayé d'établir l'interconnexion entre les civilisations dans le temps et l'espace de Spengler à Toynbee. Darcy Ribeiro reprend la tradition évolutionniste avec Eric Wolf. Umesao Tadao, Serge Moscovici apportent des nouvelles conceptions très influencées par l'aspect écologique.

3) La tradition illuministe a créé aussi sa vision de la mondialisation comme un processus de domination de la nature qui a été étudié dans les grandes synthèses de Max Weber, Durkheim, Sombart. Après la deuxième Guerre Mondiale ont surgi les théories du développement. Georges Friedman, Colin Clark, Fourastié, Bernai, Richta, Bell et d'autres présentent une version plus sophistiquée de cette vision liée à l'évolution scientifique et technologique. Le livre de Boulder peut être interprété dans ce courant. Il faut considérer aussi la tradition de Hobson, Veblen Schumpeter et les économistes institutionnels. Aujourd'hui le SPRU représente un rôle très important.

4) Il faut aussi étudier une tradition d'analyse macro-économique dans le cadre des instruments théoriques néo-classiques qui se penchent sur les problèmes de l'économie monde. L'Ecole de la régulation fait une synthèse intéressante entre les instruments néo-classiques, les

problématiques et les ambitions d'intégration théorique du marxisme. Dès lors, il s'agit d'appliquer ces perspectives à l'économie mondiale.

5) La tradition de l'économie politique marxiste avec la notion de l'impérialisme et, ensuite, de la crise générale du capitalisme et du capitalisme monopoliste d'état. Ce sont beaucoup de termes pour les nommer.

6) La vision du centre-périphérie dans la tradition économique structuraliste latino-américaine. La critique de cette vision par la théorie de la dépendance qui introduit systématiquement la relation entre l'expansion d'un système mondial capitaliste et les structures et formation sociales locales.

7) L'école des Annales et en particulier Fernand Braudel (voire aussi la tradition des géographes français et des géopolitiques allemands) a étudié les systèmes mondes locaux et a apporté des grands éléments pour comprendre le monde comme un système. La théorie du système monde de Braudel et Wallerstein. La contribution de Beaud et Dollfus serait bien à rattacher à ce courant.

8) À côté de ces visions théoriques, il faut repenser aussi les instruments d'analyse comme les analyses de conjoncture, les modèles économétriques, les statistiques de l'économie mondiale, les bilans de paiement, etc.

B - Caractéristiques principales du système-monde.

Je crois que la caractéristique la plus importante du système monde c'est sa capacité de se reproduire en tant que tel, en passant pourtant par les structures nationales et locales. La spécificité du système actuel, c'est sa capacité à subordonner de toute manière les investissements et la production et consommation nationales et locales aux exigences globales (même quand ce global a une origine nationale et locale). Ça explique pourquoi des phénomènes locaux dans les centres

hégémoniques deviennent la base de phénomènes universels.

C'est évident aussi que l'universel est basé sur la technologie des transports et communication qui rend possible cette instantanéité contemporaine presque post-moderne. Cette réalité aussi permet la création du marché mondial basé sur un échange global et sur la loi de la valeur (ce qui veut dire, dans la formation d'une loi de la valeur universelle). C'est la création d'un marché international des facteurs productifs (capital et travail), une division internationale du travail, une production et reproduction globales. A coté de ça se créent aussi des plans globaux et les organisations mondiales pour organiser la production et la consommation globales.

C - Mondial et Mondialisation

Cette conjonction d'éléments est ce qu'on peut appeler la mondialisation : la perception planétaire des phénomènes naturels et humains. Cette globalisation s'exprime très particulièrement dans les questions écologiques et dans la notion même de la planète Terre comme unité vivante unique et formée des éléments interdépendants. Des phénomènes qui apparaissaient autrefois comme locaux gagnent clairement des dimensions terrestres, mondiales. C'est le cas des climats locaux qu'on sait aujourd'hui liés à des phénomènes, comme "El Niño", par exemple.

C'est une évolution qui va des réalités plus étroites de la horde, à la tribu, aux cités-état, aux royaumes, aux empires, des commerces lointains, aux opérations du capital financier international, de l'évolution des investissements directs à l'apparition des systèmes financiers internationaux dans les années 1980, avec l'union des bourses, des systèmes bancaires, des échanges monétaires internationaux.

A côté de cela et comme une condition de cette globalisation, de la communication instantanée des médias, des ordinateurs, des télécommunications, la formation d'une culture globale s'appuie sur des grands magazines, des grands journaux, des chaînes universelles de

télévision comme CNN (BBC et d'autres).

D - Structures et Acteurs.

Le rôle du capital est évident dans ce processus, et particulièrement dans l'évolution des entreprises au plan local, régional et national, au plan international, multinational, transnational et même global. Malgré tout, ces bases nationales restent encore très fortes à cause de l'appui des états nationaux, les entreprises fonctionnent avec des critères chaque fois plus globaux. Elles essayent même d'exploiter non seulement les avantages relatifs au niveau international pour décider la localisation de ces filiales, mais aussi elles essayent d'utiliser tous les avantages comparatifs des marchés financiers locaux, des mouvements des devises, des appuis gouvernementaux dans chaque pays, etc.

La question plus importante est la difficulté de ces entreprises à résoudre la contradiction entre cette expansion globale et les intérêts locaux et nationaux, surtout entre leurs directions centrales et leurs succursales plus importantes. Il est difficile aussi de résoudre les contradictions entre l'exploitation des possibilités monopolistiques au niveau local ou national et la compétitivité entre les entreprises des divers pays, quelque fois entre leurs succursales même. C'est difficile aussi pour ces entreprises d'éliminer l'anarchie croissante qu'elles connaissent au plan interne et qui les transforment en conglomérats qui se développent en fonction du jeu du marché et des fusions entre firmes, déterminées par des intérêts financiers et boursiers, donc purement spéculatifs.

E - La Régulation.

La question qui se pose immédiatement est celle des modalités de régulation. C'est évident que le marché a de moins en moins les moyens de réguler des relations, et plus encore parce que l'économie mondiale est dans un processus de recréation permanente. Le contact entre cultures et civilisations diverses permettaient d'échanger des choses inconnues des

parties en présence ou des produits différents en raison de leurs origines géographiques (commerce entre les zones tempérées et les tropiques, les produits exotiques) ou des produits des technologies cachées (la soie seule a été produite en occident très récemment). Seulement, après la révolution industrielle, commence l'échange des marchandises que les producteurs pouvaient choisir de produire ou non pour des raisons économiques. C'est le XIX^{ème} siècle qui connaît pour la première fois un commerce basé sur la loi de la valeur et, dès lors, les coûts comparatifs pouvaient orienter l'échange international. La deuxième révolution industrielle a généralisé les producteurs industriels avec l'entrée de l'Allemagne, du Japon, de l'Italie, des États Unis, de la Russie dans la production industrielle. La pénétration du capitalisme dans l'agriculture a généralisé aussi la production mercantile internationale. L'entrée des nouveaux pays industriels du Tiers Monde dans l'économie mondiale entre les années 30 et 60 fut aussi un fait important, mais leur participation à l'exportation des produits manufacturés commence seulement fin des années 1960, inaugurant une nouvelle division internationale du travail et un nouveau niveau du marché mondial. L'exclusion des pays socialistes du marché mondial par la guerre froide était toute une anomalie, un essai de supplanter la réalité économique par des objectifs géopolitiques nord-américains et d'autres pouvoirs capitalistes. La fin de la guerre froide représente la fin de ces "impositions" (même s'il y a encore des restrictions pour Cuba et la Corée du Nord et des essais de restriction pour la Chine et pour l'exportation des technologies stratégiques surtout de la part des États-Unis). L'économie mondiale se mondialise.

Mais tout ce complexe processus de généralisation du commerce mondial n'était pas fait sous l'égide du libéralisme. Dès la fin du XIX^{ème} siècle c'est le monopole ou l'oligopole qui commande l'économie mondiale, même dans les années de l'entre-deux guerres mondiales, quand la crise économique a détruit beaucoup des positions monopolistiques. Mais la perte de positions monopolistiques d'un groupe économique ou d'un pays était toujours au bénéfice de nouveaux groupes économiques ou des économies étatiques. Après la deuxième guerre mondiale, le marché mondial a été récréé sous l'égide des firmes

multinationales, du GATT, de la Banque Mondiale, des banques d'Etat comme Exibank, des aides économiques comme le Plan Marshall, l'Alliance pour le Progrès, par les Accords d'intégration économique, par les actions bilatérales, etc. C'est une nouvelle économie mondiale commandée par l'intervention des États, des groupes économiques et des firmes multinationales. La crise de longue durée qui a commencé en 1967 et se prolonge jusqu'à nos jours n'a fait qu'approfondir cette tendance, même quand le néo-libéralisme des années 1980 annonçait un nouvel âge libéral. Les dérégulations, les privatisations, ont permis une augmentation de la compétition entre monopoles privés et publics et ont produit de nouvelles phases de monopolisation de l'économie mondiale. C'est le cas de l'aviation civile annoncée au commencement des années 80 comme un grand succès de déréglementation. Dans la réalité, elle amenait, dans les années 90, à la domination de l'aviation civile mondiale par un groupe des grands monopoles privés et surtout étatiques qui s'intégraient entre eux pendant cette période pour dominer en bases bi- ou multi- nationales le secteur encore en cours de monopolisation. D'autres filières industrielles et de services suivent le même chemin, comme c'était prévisible. Les périodes d'intensification de la concurrence ne sont que des intervalles pour permettre l'introduction des nouvelles technologies et une réorganisation des marchés monopolistiques et chaque fois plus étatiques. La régulation se fait chaque fois plus internationale et même supra-nationale. Le "Tokyo-Round" et l'"Uruguay Round" du GATT transforment le commerce mondial en un grand système d'échange planifié par les états nationaux sur le commandement des pouvoirs économiques centraux dans l'économie mondiale. Même s'ils sont menés au nom du libéralisme, les accords du GATT sont sa négation la plus complète et créent un commerce mondial dominé par les régulations internationales, l'échange intra-firmes, les cartels, les accords bi ou multi-latéraux, les intégrations régionales, etc.

Comme il était aussi prévisible, la mondialisation est un moment du procès de concentration économique, de la centralisation financière, intervention étatique. Ces processus s'approfondissent encore plus quand le système de production même s'inscrit dans les politiques industrielles que passent par la régulation et la programmation étatique et

monopolistique de la recherche-développement, de la production et de la commercialisation (qui s'inscrit chaque fois plus dans les politiques culturelles créatrices des modèles de consommation).

F - Les Années 1990.

Les années 1980 et la première moitié des années 1990 représentent le moment le plus aigü du fractionnement de l'économie mondiale dans la phase "b" du cycle du Kondratief initié en 1967. C'est la compétition la plus forte entre les monopoles, les entreprises, les états, les nations, les ethnies, les acteurs culturels, les groupes idéologiques pour gagner des positions relatives, pour diriger l'introduction des nouvelles technologies, pour établir des nouvelles alliances qui vont régir une nouvelle phase d'expansion économique après 1996. Jusqu'à cette année, les victoires et les définitions des tendances fondamentales restent précaires. C'est le cas, par exemple, de la thèse de la fin de l'histoire ou de la proposition du nouvel ordre mondial annoncé dans l'enthousiasme de l'effondrement du régime stalinien en URSS et en Europe Orientale, renforcé encore avec la "victoire" des "alliés" dans la Guerre du Golfe. Les conséquences de ces situations héroïques sont encore en cours. Elles démontrent beaucoup plus les faiblesses du libéralisme que ses forces.

L'adoption des principes néo-libéraux en URSS et en Europe Orientale vont générer des réactions croissantes qui pourront même créer des situations d'autoritarisme. La victoire militaire et médiatique sur l'Irak génèrait de nouvelles prétentions d'intervention militaire qui creusent le déficit du budget nord-américain. Mais le déficit fiscal est de plus en plus incontrôlable et le reste du monde se refuse à continuer à le payer et surtout à s'engager dans de nouvelles aventures militaires. Le peuple nord-américain commence à dire non à ses prétentions et à se heurter à sa dure réalité économique. Le fracas du Thatcherisme est évident. Les socialistes français affrontent les conséquences et les limitations de leurs ajustements au monétarisme. L'Allemagne unifiée de Kohl s'insurge contre le père de l'unité conservatrice. L'ultra néolibéralisme de l'ex-idéologue communiste Gaithar entre en crise définitive en Russie. Le parti libéral démocratique japonais entre dans une

turbulence très grave. Quelle est l'alternative? Dans tous ces pays les alternatives organisées sont socialistes ou social-démocrates. Les verts ont augmenté leurs forces comme partis indépendants ou à l'intérieur des partis socialistes ou sociaux-démocrates. L'extrême-droite a grandi aussi mais encore dans des limites étroites. De toute manière on peut s'attendre à une diminution des forces néolibérales, des conservateurs, et à leur remplacement par des partis socialistes et - sociaux-démocrates (y compris les libéraux nord-américains, qui se regroupent chaque fois plus dans le Parti Démocrate).

La question de l'hégémonie est de nouveau posée. Les États-Unis seront encore le pouvoir d'intégration de cette nouvelle phase de l'économie mondiale, mais leur force déclinant, ils sont obligés de partager leur pouvoir hégémonique avec l'Europe unifiée (Allemagne et France), le Japon, et la Russie. Mais ces pays centraux seront obligés d'ouvrir l'espace international aux pouvoirs régionaux comme la Chine, l'Inde et le Brésil; aux forces économiques, démographiques et "civilisationnelles" du monde musulman encore en cours d'unification et de lutte pour l'hégémonie de cette unification. De cette manière des forces civilisationnelles et régionales seront très importantes dans cette nouvelle phase de l'économie mondiale : les Amériques sous l'hégémonie nord-américaine (et une certaine force sub-régionale liée au Brésil en envisageant une alliance Sud Atlantique avec les pays d'Afrique du Sud). Le Pacifique divisé entre l'États-Unis et le Japon, avec l'émergence d'une Chine alliée surtout au Japon, une Afrique Orientale et l'Océan Indien sous l'hégémonie indienne avec un prolongement musulman sur le golfe arabo-persique et le Proche Orient jusqu'à la Turquie et l'Iran en émergence. Une Europe Atlantique encore liée aux États-Unis, mais développant chaque fois plus son intériorisation, son "hinterland" qui lie l'Europe à la Russie pour former la plus grande extension territoriale du monde où la civilisation a gagné sa dimension mondiale, rappelant le rôle historique de la route de la soie comme facteur de synthèse des civilisations.

Dans cette nouvelle phase de l'économie mondiale les changements technologiques commandés par la révolution scientifique-technologique

devront supplanter définitivement le fordisme (ou la production en masse basée sur la chaîne de production) pour l'automatisation et la robotisation. Ces changements annoncent la substitution massive de la main d'œuvre du secteur productif et sa transition vers les activités tertiaires particulièrement celles liées à la connaissance, à la communication, au loisir, à la gestion, à la vie spirituelle. Il n'apparaît pas clairement si la société, dominée encore par des schémas culturels passés, par des intérêts restreints et par des relations de productions liées à d'autres phases du développement social pourra s'ajuster sans grands conflits et confrontations à changements qui paraissent irréversibles.

Dans le champ du travail la diminution de la journée de travail est le point central pour empêcher le chômage et pour libérer les travailleurs qui pourraient se consacrer à leur développement spirituel et intellectuel demandé par cette nouvelle situation des forces productives créée par l'automatisation généralisée.

Dans le champ international, les transferts de technologie permettront à des pays de développement moyen de maîtriser une grande partie de l'industrie traditionnelle ; mais sauront-ils développer aussi la recherche et participer au procès d'expansion du tertiaire comme producteurs de connaissance, technologie, culture (la lutte pour les identités culturelles va s'intensifier comme forme de résistance à la mondialisation destructrice) ? Ces possibilités sont fondamentales pour incorporer les masses libérées de l'agriculture et même de l'industrie et des services traditionnels.

L'autre possibilité serait de maintenir les journées de travail actuelles et les masses de chômeurs (30 millions aujourd'hui en Europe, combien en Europe Orientale et dans l'ex-URSS sans les activités de recherche, éducation, création culturelle ?) dans les pays centraux.

D'un autre côté, la spécialisation des pays moyens dans l'industrie exportatrice aurait comme conséquence l'accentuation des masses de marginaux qui ne sont même pas chômeurs parce qu'ils n'ont pas connu

le travail organisé. On parle aujourd'hui de billions de misérables. Combien seront-ils dans 10 ou 20 ans, avec la reprise de l'industrialisation de la périphérie qui crée très peu d'emplois ?

La solution proposée par la Banque Mondiale est simple : des investissements sociaux qui coûtent beaucoup moins que la génération d'emplois (on parle ici de coûts monétaires, sociaux et politiques... immédiats !). Mais la création d'une pauvreté assistée dans le Tiers Monde peut seulement atténuer le taux d'augmentation des phénomènes de misère d'un côté et de violence et révolte de l'autre. Ces types de solutions (en plein cours d'adoption) seront questionnés dans 15 ou 20 ans, quand la crise sociale sera trop grave et très difficile à contrôler par des méthodes civilisées !